



# Budget de l'Inde - 2024

Synthèse des récents changements de politique et des propositions en matière de taxes directes et indirectes, leur impact et indicateurs économiques

# Index

03

Avant-Propos

04

Mouvement de la  
Roupie

05

Le Budget en bref

06

Propositions  
Taxes Directes & Indirectes

12

Focus sur le Commerce  
et les Échanges

14

Impact

15

Changements Récents  
de Politique

18

Indicateurs  
Économiques

Destiné à l'usage exclusif des clients et du personnel du cabinet.

Nous avons pris toutes les mesures nécessaires pour nous assurer que les informations contenues dans ce document proviennent de sources fiables et que cette publication est exacte. Toutefois, cette publication n'est pas destinée à prodiguer des conseils juridiques, fiscaux, comptables ou autres conseils professionnels. Nous recommandons de demander un avis professionnel avant d'entreprendre une action sur des questions spécifiques.

# Avant-Propos



**Ajay Sethi**  
Managing Partner

E: [ajay.sethi@asa.in](mailto:ajay.sethi@asa.in)

## Emploi, Formation, PME et Classe moyenne

Le budget tant attendu place notre ministre des Finances dans une ligue historique pour le nombre maximum de budgets indiens consécutifs. Elle détient également le record du plus long discours en 2020. Ce budget s'appuie fortement sur les conclusions de l'étude économique. Il s'agit davantage d'intentions futures, même si certaines mesures prévues pour l'exercice fiscal en cours témoignent du sérieux de la situation. Il commence par un avertissement selon lequel les incertitudes mondiales pourraient constituer un obstacle.

Les castes mises en avant, ou devrais-je dire mises en lumière, sont les agriculteurs, les plus démunis, les jeunes et les femmes. Ils sont placés dans le contexte de neuf priorités, à savoir l'agriculture, l'emploi, le développement inclusif, la fabrication et les services, le développement urbain, l'énergie, les infrastructures, l'innovation, la recherche et le développement, ainsi que les réformes NexGen. Les futurs budgets s'inspireront de ces priorités, mais les graines sont déjà semées ici.

L'emploi, l'éducation et la formation professionnelle bénéficient d'une allocation de 1,48 billion de roupies, avec divers programmes bien ciblés pour utiliser ce corpus. Parmi ceux-ci, il est intéressant de noter le programme de stages destiné à 10 millions de jeunes dans les 500 plus grandes entreprises indiennes. Pour couvrir les coûts, le gouvernement fournira un soutien financier et les entreprises devront s'aligner sur cette aide, une partie provenant de leurs dépenses de RSE. Cela ajoute une nouvelle dimension à leur matrice de conformité. L'agriculture, dont l'objectif est clairement d'améliorer la productivité par le biais d'une recherche innovante, reçoit 1,52 billion de roupies. Le projet consiste à initier les agriculteurs à l'agriculture naturelle, à se concentrer sur l'autosuffisance matière de production des légumineuses et des graines oléagineuses, le stockage et la commercialisation, l'adoption des technologies numériques, etc. Alors que les dépenses d'investissement dans les infrastructures ont à juste titre trouvées une place de choix dans l'allocation globale, le chiffre lui-même est fascinant : 11 111,11 milliards de roupies!

La mission relative aux minéraux critiques est particulièrement intéressante, visant à promouvoir la production nationale, le recyclage des minéraux critiques et l'acquisition d'actifs à l'étranger. Nos besoins énergétiques futurs et notre capacité de production dépendent fortement de ces minéraux, et cela mérite certainement une attention particulière. Le tourisme continue de recevoir l'attention nécessaire, avec une mention spéciale pour le tourisme de croisière et les opérateurs étrangers de

croisière bénéficiant d'un avantage fiscal présomptif. Une nouvelle dimension à notre liste de vacances qui ne cesse de s'allonger !

Comme prévu, les partenaires de la coalition du gouvernement actuel font l'objet d'une mention spéciale. Le Bihar et l'Andhra Pradesh bénéficient de généreuses allocations et d'un soutien au développement des infrastructures, le principal avantage étant la création de pôles industriels rattachés à des corridors industriels clés.

On nous promet de rationaliser la structure fiscale de la GST à l'avenir, tout en rationalisant immédiatement les taux de retenue à la source sur les taxes directes, en réduisant l'impôt sur les sociétés étrangères, en abolissant l'Angel Tax ainsi que l'Equalisation Levy. Les taux d'imposition sur le revenu ont été modifiés de façon marginale, principalement en faveur de la classe moyenne. Le taux d'imposition sur les plus-values pour les actions cotées en bourse a été augmenté, bien que le changement soit négligeable. La réduction des droits de douane sur l'or et le platine et les exonérations accordées aux biens d'équipement destinés à la fabrication de cellules et panneaux solaires auront un impact positif.

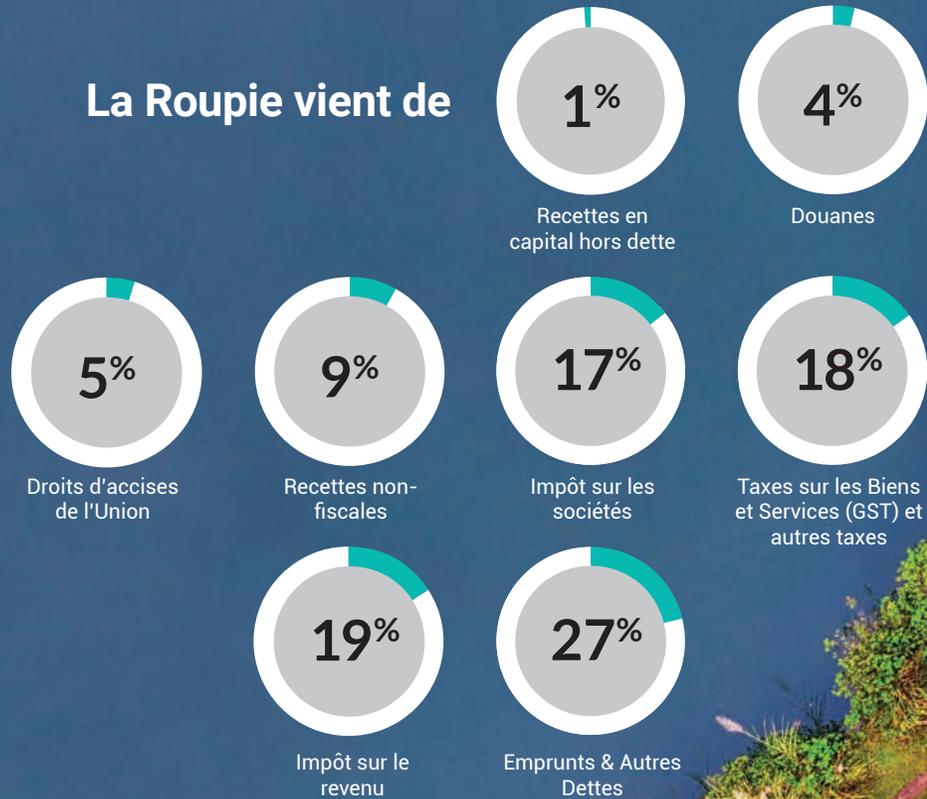
En outre, pour envoyer un signal aux investisseurs étrangers, le champ d'application de la sphère de sécurité sera élargi afin d'assurer la sécurité fiscale et de réduire les litiges potentiels, tout en rationalisant la procédure d'évaluation des prix de transfert. L'ancien programme d'amnistie *Vivaad se Vishwas* sera réintroduit pour régler les différends et les litiges. Dans le même ordre d'idées, le délai de prescription pour la réouverture des dossiers fiscaux antérieurs est ramené de 10 à 5 ans.

Il est intéressant de noter que l'Inde s'intéresse activement à la promotion du secteur prometteur de la MRO (maintenance, réparation et révision) dans l'aviation domestique et la marine/navigation, en prolongeant la période d'exportation des biens pour réparation ainsi que la réimportation des biens pour réparation sous garantie.

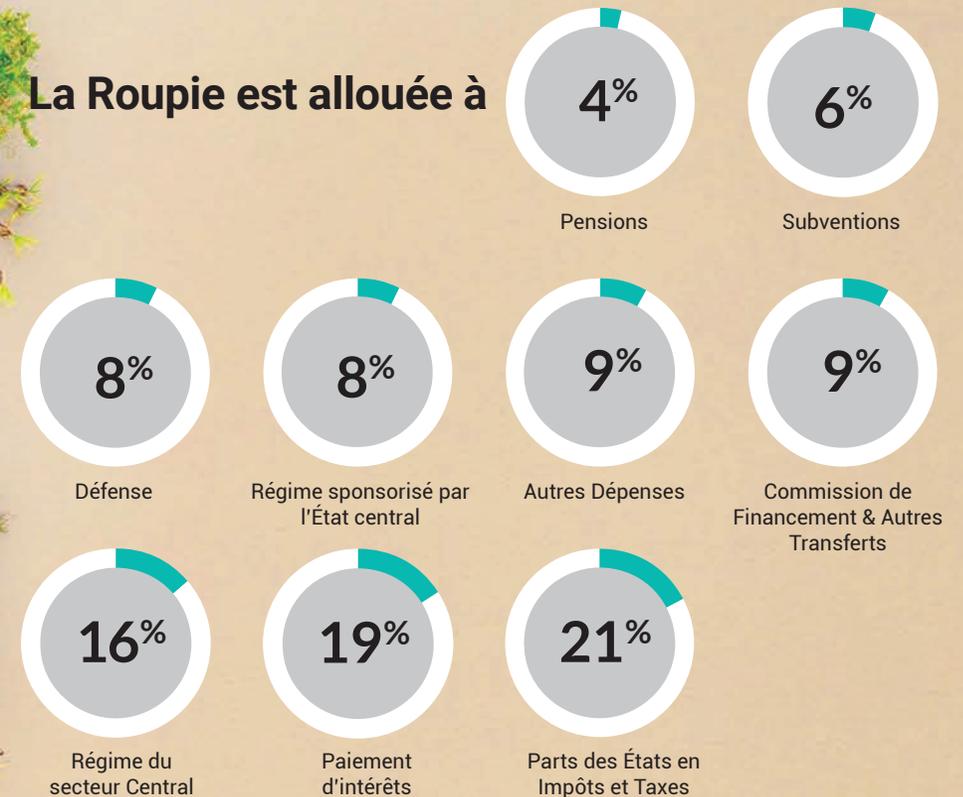
En conclusion, bien que j'espère que l'économie reste robuste et continue de croître, je félicite le gouvernement d'avoir systématiquement réduit le déficit budgétaire, qui s'est établi à 4,9% pour cet exercice fiscal, et devrait passer sous la barre des 4,5% l'année prochaine. Ils sont à cette tâche depuis plus d'une décennie maintenant, et comme l'humeur mondiale est également favorable à l'Inde, je leur souhaite un parcours mémorable au cours de leur nouveau mandat.

# Mouvement de la Roupie

## La Roupie vient de



## La Roupie est allouée à



# Le Budget en bref



## TAXES DIRECTES

- La loi sur l'impôt sur le revenu (Income Tax Act) va faire l'objet d'une révision complète
- Suppression des dispositions relatives à l'Angel Tax
- Simplification de la structure de l'impôt sur les plus-values
- Réintroduction du système de résolution des litiges
- Suppression de l'Equalisation Levy de 2%



## TAXES INDIRECTES

- Introduction de dispositions d'amnistie
- Rationalisation des dispositions relatives à la demande et au recouvrement
- Possibilité de réclamer un crédit d'impôt (Input Tax Credit) pour des années fiscales déterminées
- Exemptions de la GST Compensation Cess sur les importations par les unités de ZES
- Prolongation du délai de réexportation des marchandises spécifiées importées pour réparation



## COMMERCE & ÉCHANGES

- L'attention sur: Emploi et compétences, Ressources humaines et Infrastructures
- Création d'un fonds de capital-risque axé sur le secteur spatial
- Extension de la C-PACE à la fermeture volontaire des LLP
- Incitations de l'EPFO pour les employeurs et les employés



## DIMENSION SOCIALE

- Développement des routes dans les États de l'Est de l'Inde
- Avantages pour les PME



## INDICATEURS ÉCONOMIQUES

- Le PIB augmente de 8,2% au cours de l'exercice 2023-24
- L'inflation globale basée sur l'IPC est de 5,4%
- Les réserves de change s'élèvent à 646,42 milliards d'USD
- Augmentation de la production des industries de base, notamment le charbon, le gaz naturel, les produits de raffinage, l'acier et l'électricité



# Propositions Budgétaires

## Taxes Directes & Taxes Indirectes

Cette section résume les propositions importantes sur les taxes directes et indirectes faites par la Ministre des Finances le 23 juillet 2024. Les dispositions relatives aux impôts directs contenues dans le projet de loi de finances 2024 s'appliqueront normalement à l'exercice financier commençant le 1er avril 2024 (Assessment Year 2025-26), tandis que les dispositions relatives aux impôts indirects s'appliqueront avec effet immédiat, sauf indication contraire. La ministre des finances est susceptible de proposer d'autres amendements par le biais de projets de loi distincts.

*Les propositions contenues dans le projet de loi de finances sont soumises à la ratification du Parlement.*

# Taxes Directes

## IMPÔT SUR LES REVENUS

- Les tranches d'imposition de base pour les particuliers et les HUF restent inchangées dans l'ancien régime. Tranches de revenus rehaussées dans le cadre du nouveau régime, à savoir:

ANCIEN RÉGIME		NOUVEAU RÉGIME <sup>2</sup>		
TRANCHES DE REVENUS (₹)	TAUX (%)	TRANCHES DE REVENUS (₹)		TAUX (%)
		PASSE DE	À	
Jusqu'à 250,000 <sup>1</sup>	Nul	Jusqu'à 300,000	Jusqu'à 300,000	Nul
250,001-500,000	5	300,001-600,000	300,001-700,000	5
500,001-1,000,000	20	600,001-900,000	700,001-1,000,000 <sup>3</sup>	10
		900,001-1,200,000	1,000,001-1,200,000	15
1,000,001 & au-delà <sup>3</sup>	30	1,200,001-1,500,000	1,200,001-1,500,000	20
		1,500,001 & au-delà <sup>4</sup>	1,500,001 & au-delà <sup>4</sup>	30

<sup>1</sup>La limite d'exonération pour les personnes atteignant 60 et 80 ans reste inchangée à 300 000₹ et 500 000₹ respectivement.

<sup>2</sup>La limite de réduction d'impôt pour les personnes physiques, les HUF, les associations de personnes (autres que les sociétés coopératives), les groupes de personnes physiques et les personnes morales artificielles reste inchangée à 0,7 million d'INR dans le cadre du nouveau régime.

<sup>3</sup>La surtaxe reste inchangée: 10% pour les revenus de 5 à 10 millions d'INR; 15% pour les revenus de 10 à 20 millions d'INR; 25% pour les revenus de 20 à 50 millions d'INR; 37% pour les revenus supérieurs à 50 millions d'INR.

<sup>4</sup>La surtaxe reste plafonnée à 25% dans le cadre du nouveau régime.

- Les taux d'imposition des sociétés de personnes, des collectivités locales et des sociétés coopératives restent inchangés. Dans le cas d'une société coopérative, la surtaxe reste inchangée à 7% pour les

revenus supérieurs à 10 millions d'INR et à 12% pour les revenus supérieurs à 100 millions d'INR. Dans tous les autres cas, la surtaxe est de 12% lorsque le revenu dépasse 10 millions d'INR.

- Les taux d'imposition des sociétés restent inchangés pour les entreprises de droit local. Le taux est réduit pour les sociétés étrangères, à savoir:

SOCIÉTÉ	TAUX (%)	
	PASSE DE	À
<b>De droit local<sup>1</sup></b>		
▶ Limite spécifique du CA / des recettes brutes	25 <sup>2</sup>	25 <sup>2</sup>
▶ Autres	30	30
Étrangère	40 <sup>3</sup>	35 <sup>3</sup>

<sup>1</sup>La surtaxe est maintenue à 7% et 12% lorsque le revenu dépasse 10 millions et 100 millions d'INR respectivement.

<sup>2</sup>Le bénéfice du taux d'imposition réduit s'applique aux entreprises dont le CA ou les recettes brutes ne dépassent pas 4 milliards d'INR au cours de l'exercice 2022-23.

<sup>3</sup>La surtaxe est maintenue à 2% et 5% lorsque le revenu dépasse 10 millions et 100 millions d'INR respectivement.

- Le régime fiscal préférentiel reste inchangé, bien que les échéances ne soient pas prolongées, à savoir:

ENTITÉ	TAUX (%)
Entreprise de droit local et société coopérative <sup>1</sup>	
▶ Nouvelle entreprise manufacturière	15 <sup>2</sup>
▶ Nouvelle société cooperative manufacturière	15 <sup>2</sup>
▶ Autres	22

<sup>1</sup>Déductions en vertu des dispositions du chapitre VI-A limitées pour bénéficiaire d'un taux d'imposition préférentiel. Surtaxe de 10%.

<sup>2</sup>Avantage applicable aux entreprises immatriculées le ou après le 1er octobre 2019 et commençant la production (y compris la production d'électricité) le ou avant le 31 mars 2024, sous certaines conditions.

## SALAIRE

- La déduction standard passe de 50 000 ₹ à 75 000 ₹ dans le cadre du nouveau régime.

## REVENUS DES ACTIVITÉS COMMERCIALES ET PROFESSIONNELLES

- Un impôt forfaitaire de 20% s'applique aux revenus domestiques d'un organisateur de croisières non-résident. Les loyers versés à une filiale étrangère par cet organisateur de croisières sont également exonérés d'impôt en Inde.
- Révision des limites prescrites pour la réclamation de la rémunération d'un associé dans une société. Le seuil minimum est passé de 0,15 à 0,3 million d'INR.

## PLUS-VALUES

- Révision du régime existant d'imposition des plus-values:**
  - ▶ Une période de détention uniforme s'appliquant à tous les actifs, à savoir:
    - Tous les titres cotés en bourse détenus depuis plus de 12 mois sont considérés comme étant à long terme.

- Tous les autres actifs détenus depuis plus de 24 mois sont considérés comme étant à long terme.
- ▶ Rationalisation des taux d'imposition entre les différentes catégories de capitaux:
  - Le taux d'imposition des plus-values à court terme (STCG) sur les transactions de titres payé pour les actions et les titres cotés en bourse passe de 15 à 20%.
  - Le taux d'imposition des plus-values à long terme (LTCG) de 12,5% s'applique à toutes les catégories d'actifs, à l'exception des obligations non cotées et des débentures non cotées, qui sont imposées aux taux forfaitaires. Suppression de l'indexation, sauf pour les biens immobiliers détenus avant le 1er avril 2001.
- ▶ L'exonération est portée à 0,125 million d'INR pour les LTCG sur les actions et titres cotés payés au titre de la STT.
- Lorsqu'un contribuable, autre qu'une personne physique ou un HUF, transfère des actifs en capital dans le cadre d'une donation, d'un testament ou d'un trust irrévocable, l'exonération des plus-values n'est pas disponible sur ce transfert.

#### REVENUS PROVENANT D'AUTRES SOURCES

- Les dispositions relatives à l'Angel Tax, qui prévoient une taxe sur les apports de capitaux dépassant la juste valeur marchande, sont retirées.
- Le rachat d'actions par une société indienne est désormais imposable entre les mains des actionnaires en tant que dividende. En conséquence, la société doit retenir l'impôt aux taux applicables sur le prix de rachat. Le coût des actions rachetées par la société reste à la disposition des actionnaires en tant que perte en capital, pouvant être compensée par des plus-values existantes ou futures.

#### DÉDUCTIONS

- La contribution de l'employeur à un régime de retraite au titre de la section 80CCD est désormais déductible à hauteur de 14% du salaire de l'employé dans le cadre du nouveau régime.

- Le nouveau régime prévoit une déduction plus importante pour les pensions familiales, jusqu'à concurrence de 25 000 ₹.

#### RETENUE D'IMPÔT / PERCEPTION DE L'IMPÔT

- À compter du 23 juillet 2024, le taux de retenue à la source sur les plus-values réalisées par les non-résidents est rationalisé, à savoir :

NATURE DES REVENUS	TAUX (%)	
	PASSE DE	À
LTCG par un Indien non-résident sur un actif autre qu'un actif spécifié	10	12.5
LTCG sur les actions cotées en bourse	10	12.5
LTCG sur les actifs autres que les actions cotées et les parts d'UTI ( <i>Unit Trust of India</i> )	20	12.5
STCG sur les actions cotées en bourse	15	20

- Le taux de retenue à la source sur les paiements aux résidents est également rationalisé, à savoir:

ÉLÉMENTS	TAUX (%)	
	PASSE DE	À
Paiement de: <ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Commission d'assurance (autre que la compagnie)</li> <li>▶ Police d'assurance vie</li> <li>▶ Commission ou courtage (y compris la vente de billets de loterie)</li> <li>▶ Loyers et certaines autres sommes par des particuliers ou des HUF</li> </ul>	5	2
Paiement par l'opérateur de e-commerce au participant au e-commerce	1	0.1
Rachat d'unités par un fonds commun de placement ou l' <i>Unit Trust of India</i>	20	Nul

- Retenue à la source de 10% sur les salaires, rémunérations, commissions, primes et intérêts des associés dépassant 20 000 ₹.

- Vente de produits de luxe spécifiés d'un prix supérieur à 1 million d'INR, pour laquelle le vendeur doit percevoir une taxe de 1%.
- Pas de poursuites si la totalité de la TDS/TCS est payée avant la date limite de dépôt des déclarations trimestrielles.
- Aucune personne ne peut être tenue en défaut pour ne pas avoir déduit ou perçu de TDS/ TCS après l'expiration d'un délai de six ans à compter de l'année de paiement de l'impôt ou de deux ans à compter de l'année de présentation de la déclaration rectificative.
- Correction des déclarations de TDS/TCS à effectuer dans un délai de six ans à compter de la fin de l'exercice.

#### PROGRAMME VIVAD SE VISHWAS, 2024

- Un système de résolution des litiges a été mis en place pour le règlement des appels en cours au 22 juillet 2024. Les modalités de règlement et les concessions de ce régime sont liées au montant du recours, à la période d'attente et à la date de règlement par le contribuable, à savoir:

Situation de l'Appel	Montant à payer (% du montant litigieux)	
	Au plus tard le 31 décembre 2024	À partir du 1er janvier 2025 mais avant la dernière date
Lorsque les arriérés d'impôts sont liés à un recours en matière de quantum par le contribuable		
Appel après le 31 janvier 2020	100	110
Appel jusqu'au 31 janvier 2020	110	120
Lorsque les arriérés d'impôts concernent d'autres éléments (intérêts, pénalités ou frais)		
Appel après le 31 janvier 2020	25	30
Appel jusqu'au 31 janvier 2020	30	35
<b>Lorsque l'administration fiscale a fait appel/écrit/SLP ou que la question est couverte par une décision favorable de l'ITAT/HC dans le cas du contribuable lui-même, payer 50% des montants susmentionnés.</b>		

## PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET D'APPEL

- Rationalisation des délais pour l'émission d'avis dans le cadre des procédures de réévaluation :

REVENUS ÉCHAPPANT À L'ÉVALUATION (₹)		PASSE DE	À
		FIN DE L'ANNÉE D'ÉVALUATION CONCERNÉE	
Enquête préliminaire	<5 millions	Avant d'entamer une réévaluation	3 ans
	>5 millions		5 ans
Réévaluation	<5 millions	3 ans	3 ans 3 mois
	>5 millions	10 ans	5 ans 3 mois

- Lorsqu'une déclaration est soumise conformément à une ordonnance du CBDT qui excuse le retard, l'évaluation doit être achevée dans les 12 mois suivant la fin de l'exercice au cours duquel la déclaration a été fournie.
- Lorsqu'une affaire est annulée par le CIT(A), l'évaluation doit être achevée dans les 12 mois suivant la fin de l'année fiscale au cours de laquelle l'ordonnance a été rendue par le CIT(A).
- Dans le cas d'évaluations en bloc/de procédures de recherche, l'évaluation doit être achevée dans un délai d'un an à compter de la fin du mois de la reprise ou de la période spécifiée dans les évaluations en bloc, si celle-ci est ultérieure.

## SANCTIONS ET POURSUITES

- **Le retard dans la soumission de la déclaration d'activité annuelle prescrite par un bureau de liaison entraîne une pénalité de 1 000₹ par jour de retard jusqu'à un maximum de 0,1 million d'INR.**

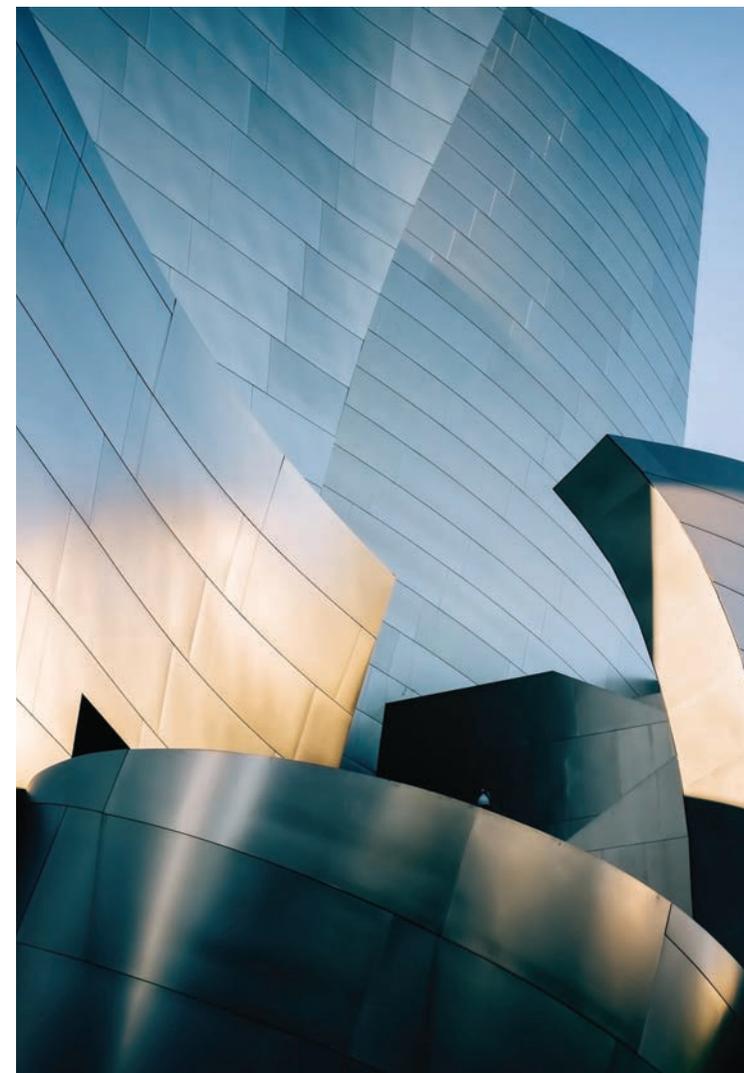
- Des informations inexactes ou une omission dans la présentation de la déclaration des transactions financières entraînent une pénalité de 50 000₹.
- La non-divulgaration d'actifs mobiliers à l'étranger d'une valeur maximale de 2 millions d'INR par un résident ordinaire en Inde n'entraîne pas de pénalité au titre du *Black Money Act*.

## INCITATIONS FISCALES - CENTRE INTERNATIONAL DE SERVICES FINANCIERS (IFSC)

- Avantages fiscaux accordés aux unités de l'IFSC, à savoir :
  - Revenu spécifié des fonds de détail et des *Exchange Traded Funds*
  - Revenu spécifié des *Core Settlement Guarantee Funds* mis en place par une chambre de compensation reconnue située dans un IFSC
  - Assouplissement de la règle de sous-capitalisation concernant l'admissibilité des charges d'intérêts pour les sociétés de financement
- Les fonds de capital-risque étant des entités réglementées, ils ne sont pas tenus d'établir la source des fonds en qualité de créancier.

## AUTRES

- La taxe sur les services numériques, sous la forme de 2% d'*Equalisation Levy* prélevée sur les opérateurs de e-commerce, a été supprimée.
- La *Securities Transaction Tax* (STT) est passée de 0,0625% à 0,1% sur la vente d'options et de 0,0125% à 0,02% sur la vente d'un contrat à terme sur titres.
- **Lors de l'obtention d'un certificat de décharge fiscale au moment de son départ définitif de l'Inde, le contribuable doit également prendre des dispositions pour s'acquitter des obligations potentielles découlant du *Black Money Act*.**



# Taxes Indirectes

## DROITS DE DOUANES

Recalibrage de la structure des taux des droits de douane et de l'*Agriculture Infrastructure & Development Cess* (AIDC).

### POINTS CLÉS

- Amendements
  - Le taux de droit préférentiel peut être demandé sur la base d'une auto-certification au lieu d'un « certificat d'origine », afin de s'aligner sur les nouveaux accords commerciaux.
  - Le gouvernement doit spécifier certaines opérations de fabrication et autres qui ne seront pas autorisées dans un entrepôt.
  - Le *Central Board of Indirect Taxes and Customs* (CBIC) doit notifier des règlements pour la simplification des procédures commerciales à toute autre personne, en plus des importateurs et des exportateurs.
  - **Le délai de réexportation passe de 6 mois à 1 an pour les marchandises spécifiées, importées pour réparation et retour. Ce délai peut être prolongé d'un an pour les aéronefs et les navires importés pour des opérations de maintenance, de réparation et de révision (MRO).**
  - La période de réimportation en franchise de droits des marchandises (autres que celles relevant des régimes de promotion des exportations) exportées sous garantie est portée de 3 à 5 ans.
- Exonérations
  - Prolongation des exemptions de droits de douane sur des marchandises spécifiées.
  - Surtaxe de protection sociale exemptée dans le cas de marchandises spécifiées.

‣ **Exemption de la GST Compensation Cess sur les importations effectuées par les unités ou les promoteurs de ZES pour les opérations autorisées. Cette mesure prend effet à compter du 1er juillet 2017.**

- Modification des taux de droits de douanes pour certaines industries

INDUSTRIE	TAUX (%)		
	Passé de	↑↓	À
<b>AQUACULTURE ET EXPORTATIONS MARINES</b>			
‣ Aliments pour crevettes et poissons	15	↓	5
<b>MINÉRAUX CRITIQUES</b>			
‣ Graphite naturel, Quartz (autre que les sables naturels), quartzite	5	↓	2.5
‣ Sables naturels spécifiés, métaux alcalins ou alcalino-terreux, métaux de terres rares, etc	5	↓	0
<b>SECTEUR DU TEXTILE ET DU CUIR</b>			
‣ Diisocyanate de méthylène diphényle (MDI) destiné à la fabrication de fils Spandex	7.5	↓	5
‣ Cuir wet white, cuir en croûte et cuir fini destinés à la fabrication de vêtements en textile ou en cuir, de chaussures ou d'autres produits en cuir pour l'exportation	10	↓	0
‣ Matériel de rembourrage en duvet véritable de canard ou d'oie utilisé dans la fabrication de vêtements en textile ou en cuir destinés à l'exportation	30	↓	10
<b>MÉDICAMENTS CONTRE LE CANCER</b>			
‣ Médicaments anticancéreux spécifiés	10	↓	0
<b>MÉTAUX PRÉCIEUX</b>			
‣ Barres d'or / d'argent, pièces de monnaie en métaux précieux	15	↓	6
<b>ÉQUIPEMENT MÉDICAL</b>			
‣ Matériaux spécifiés utilisés dans la fabrication d'implants orthopédiques et d'autres parties artificielles du corps	Selon le cas	↓	0
‣ Tubes à rayons X et détecteurs à écran plat	15	↓	5/7.5/10

## DROIT D'ACCISE

- Exemption de la *Clean Environment Cess* sur les produits soumis à accises en stock au 30 juin 2017, sous réserve du paiement de la *GST Compensation Cess* sur la fourniture de ces produits à partir du 1er juillet 2017.
- Délai prolongé de 120 à 156 mois pour la soumission du certificat final du projet de méga-production d'énergie.

## TAXE SUR LES BIENS ET SERVICES (GST)

- Amendements
  - ▶ **Des dispositions d'amnistie ont été introduites pour les demandes fiscales relatives à la période allant jusqu'au 31 mars 2020 en vue de l'exonération des intérêts et des pénalités.**
  - ▶ Représentant autorisé à comparaître au nom de la personne à qui la citation a été délivrée.
  - ▶ Le moment de la fourniture, en cas de mécanisme d'autoliquidation, doit être basé sur l'établissement d'une auto-facture par le destinataire.
  - ▶ Le crédit d'impôt (*Input Tax Credit - ITC*) en ce qui concerne l'impôt payé sur les demandes impliquant des cas de fraude ou d'inexactitude ou de suppression délibérée des faits, sera autorisé à partir de l'exercice 2024-25.
  - ▶ **Les dispositions relatives à la demande et au recouvrement sont rationalisées pour les cas d'impôts non payés, d'impôts payés en retard, d'impôts remboursés à tort ou lorsque le crédit d'impôt à l'exportation a été utilisé à tort.**

INDUSTRIE	TAUX (%)		
	Passe de	↑↓	À
<b>SECTEUR INFORMATIQUE ET ÉLECTRONIQUE</b>			
▶ Téléphone portable et chargeur/adaptateur	20	↓	15
▶ Circuit imprimé d'équipements de télécommunications spécifiés	10	↑	15
<b>SECTEUR DES ÉNERGIES RENOUVELABLES</b>			
▶ Biens d'équipement spécifiés destinés à la fabrication de cellules ou de modules solaires et pièces pour la fabrication de ces biens d'équipement	7.5	↓	0
▶ Verre solaire pour la fabrication de cellules ou de modules solaires	0	↑	10
▶ Interconnexion en cuivre étamé pour la fabrication de cellules ou de modules solaires	0	↑	5

- ▶ Réduction du montant maximum de la taxe à déposer avant de former un recours devant les autorités d'appel.
- ▶ Dispositions pénales concernant les opérateurs de e-commerce, limitées aux opérateurs tenus de collecter l'impôt à la source.
- ▶ Le gouvernement est habilité à :
  - Notifier la date au-delà de laquelle une demande de lutte contre le trafic d'influence ne peut être déposée auprès de l'autorité concernée.
  - Notifier les affaires ou catégories d'affaires qui doivent être entendues uniquement par le *Principal Bench* du GSTAT.
  - Ne pas recouvrer la GST en cas de non-prélèvement ou de prélèvement insuffisant sur la base de la pratique générale.
- Amendements Rétroactifs
  - ▶ **La demande d'*Input Tax Credit* pour les exercices 2017-18 à 2020-21 est autorisée, si elle est présentée dans une déclaration déposée avant le 30 novembre 2021.**
- ▶ La demande d'ITC est autorisée dans les cas où l'enregistrement est annulé et ensuite révoqué, si la demande est déposée :
  - Au plus tard le 30 novembre suivant l'exercice auquel l'ITC se rapporte, ou
  - Dans les 30 jours suivant la décision de révocation, la date la plus tardive étant retenue.
- Exemptions & Exclusions
  - ▶ L'alcool extra neutre non dénaturé ou l'alcool rectifié utilisés pour la fabrication de liqueurs alcooliques destinées à la consommation humaine sont exclus du champ d'application de la GST.
  - ▶ Activités non considérées comme des fournitures dans le cadre de la GST
    - Répartition de la prime de coassurance dans les accords de coassurance.
    - Services pour lesquels la commission de cession ou de réassurance est déduite de la prime de réassurance payée par l'assureur au réassureur.



# Focus sur le Commerce & les Échanges

## EMPLOI ET FORMATION

- Les employeurs et les employés recevront des incitations directes à un taux prédéterminé pour les cotisations EPFO versées au cours des quatre premières années.
- **Pour chaque employé supplémentaire, le gouvernement remboursera aux employeurs jusqu'à 3 000 ₹ (36 USD) par mois pendant un maximum de deux ans au titre de leur contribution à l'EPFO.**
- Un fonds parrainé par le gouvernement garantira les prêts jusqu'à 0,75 million d'INR (9 036 USD) dans le cadre du *Model Skill Loan Scheme* remanié.

## DÉVELOPPEMENT INCLUSIF ET JUSTICE SOCIALE

- Une provision de 1,52 billion d'INR (18,31 milliards d'USD) réservée à l'agriculture et aux secteurs connexes.
- **260 milliards d'INR (3,13 milliards d'USD) affectés au développement de projets de connectivité routière dans les États de l'Est de l'Inde.**
- Des projets énergétiques seront entrepris pour un coût de 214 milliards d'INR (2,58 milliards d'USD), qui comprendront la création d'une nouvelle centrale électrique de 2400 MW à Pirpainti.
- Afin d'accroître la disponibilité des services bancaires, l'*India Post Payment Bank* prévoit d'ouvrir plus de 100 succursales dans la région du Nord-Est.
- Un budget de 2,66 billions d'INR (32,04 milliards d'USD) a été réservé à l'infrastructure et au développement rural.

## INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE ET SERVICES

- Afin de permettre aux PME de libérer leur fonds de roulement en transformant leurs créances commerciales en liquidités, le seuil de chiffre d'affaires requis pour l'enregistrement des acheteurs sur la

plateforme TReDS a été abaissé de 5 milliards d'INR (60,24 millions d'USD) à 2,5 milliards d'INR (30,12 millions d'USD).

- **En collaboration avec le secteur privé, le gouvernement créera des parcs industriels « prêts à l'emploi » entièrement équipés dans 100 villes grâce à une meilleure utilisation des plans d'urbanisme.**
- Douze parcs industriels seront approuvés dans le cadre du *National Industrial Corridor Development Program*.
- Les services du *Centre for Processing Accelerated Corporate Exit (C-PACE)* seront étendus à la fermeture volontaire des *Limited Liability Partnerships* afin de réduire leur délai de fermeture.

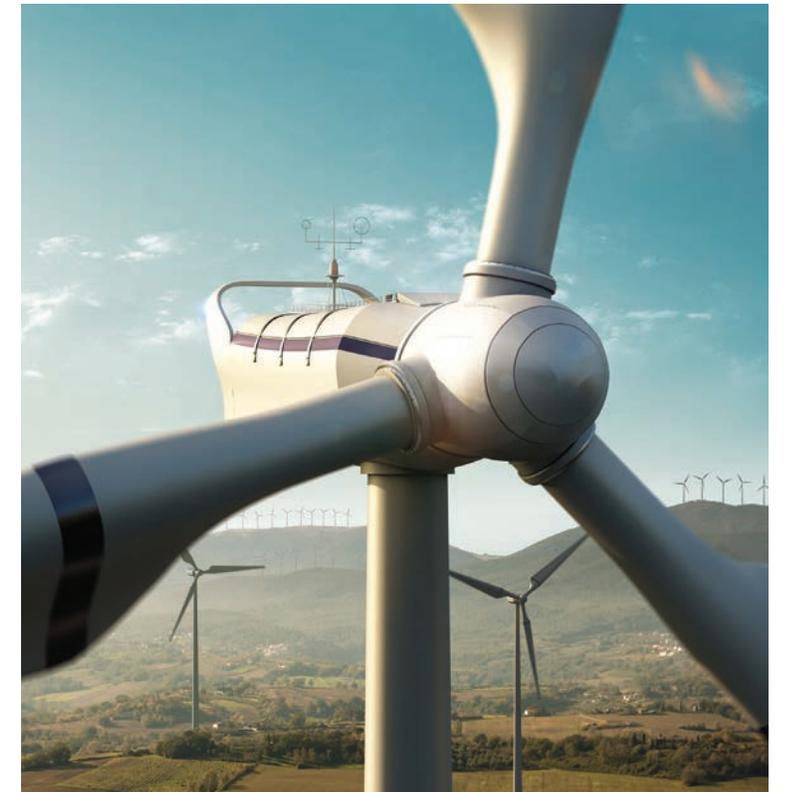
## INFRASTRUCTURE

- Une politique sera mise en place pour soutenir les projets de pompage-turbinage pour le stockage de l'électricité et pour permettre une intégration fluide des énergies renouvelables.
- **11,11 billions d'INR (133,87 milliards d'USD) ont été réservés aux dépenses d'investissement, ce qui représente 3,4% du PIB.**
- **1,5 billion d'INR (18,07 milliards d'USD) a été réservé pour des prêts à long terme, sans intérêt, afin d'aider les États dans leur allocation de ressources.**
- Pour atteindre l'objectif de multiplier par cinq l'économie spatiale au cours des dix prochaines années, un fonds de capital-risque doté de 10 milliards d'INR (120,48 millions d'USD) doit être créé.

## MANAGEMENT FISCAL

- Les recettes totales (autres que les emprunts) pour l'exercice 2024-25 sont estimées à 32,07 billions d'INR (386,39 milliards d'USD), tandis que les dépenses totales sont estimées à 48,21 billions d'INR (580,85 milliards d'USD).

- Les recettes fiscales nettes pour l'exercice 2024-25 sont estimées à 25,83 billions d'INR (311,2 milliards d'USD).
- **Le déficit budgétaire pour l'exercice 2024-25 est estimé à 4,9% du PIB.**
- Les emprunts bruts et nets sur le marché par le biais de titres datés au cours de l'exercice 2024-25 sont estimés à 14,01 billions d'INR (168,79 milliards d'USD) et 11,63 billions d'INR (140,12 milliards d'USD) respectivement.



# Impact

## MARCHÉ DES CAPITAUX

Le Bombay Stock Exchange ('Sensex') a clôturé en baisse de 0,09% à 80 429 points, soit une diminution de 73,04 points. Le National Stock Exchange ('Nifty') a baissé de 0,12%, soit 30,20 points, pour clôturer à 24 479 points. Le Sensex a touché un plus haut intrajournalier de 80 766 et un plus bas de 79 224, tandis que le Nifty a touché un plus haut de 24 582 et un plus bas de 24 074 au cours de la journée.

## SECTEURS CLÉS

### AGRICULTURE

Un financement accru et un examen complet de la recherche agricole devraient permettre de stimuler la productivité et de développer des variétés de cultures résistantes au climat, garantissant ainsi la durabilité à long terme et la sécurité alimentaire. Les initiatives visant à promouvoir l'agriculture naturelle et à créer des centres spécialisés dans les intrants biologiques réduiront la dépendance à l'égard des produits chimiques, amélioreront la santé des sols et augmenteront les revenus des agriculteurs. Le renforcement de la production et de la commercialisation des légumineuses et des oléagineux vise à atteindre l'autosuffisance, à réduire la dépendance à l'égard des importations et à stabiliser les prix.

### EMPLOI ET FORMATION

Les incitations liées à l'emploi encouragent l'emploi formel et aident les nouveaux employés à s'intégrer dans la population active. Cela peut réduire le chômage, en particulier chez les jeunes, et améliorer la qualité des emplois. La modernisation des instituts de formation industrielle et l'introduction de nouveaux programmes de développement des aptitudes permettront de combler le manque de compétences de la main-d'œuvre, ce qui rendra les jeunes plus aptes à l'emploi et les industries plus compétitives, ce qui se traduira par une productivité et une innovation accrues.

### PMEs

Les garanties de crédit, l'amélioration des modèles d'évaluation du crédit et la réduction des obstacles pour les PME faciliteront l'accès au financement et renforceront la croissance, leur permettant d'investir dans la technologie et de s'intégrer dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. La création de hubs d'exportation peut aider les PME à accéder aux marchés internationaux, ce qui stimule les exportations et les recettes en devises. Cela permet également de soutenir l'initiative « Make in India » tout en promouvant l'artisanat local et en encourageant l'entrepreneuriat.

### INFRASTRUCTURE

Un investissement soutenu dans les infrastructures a un effet multiplicateur sur l'économie, stimulant la croissance dans les secteurs de la construction,

de la production et des services. Cela améliore la connectivité, réduit les coûts logistiques et renforce l'efficacité économique globale. L'amélioration de la connectivité rurale facilitera l'accès des populations rurales aux marchés, aux soins de santé et à l'éducation, contribuant ainsi à un développement régional équilibré.

### DÉVELOPPEMENT URBAIN

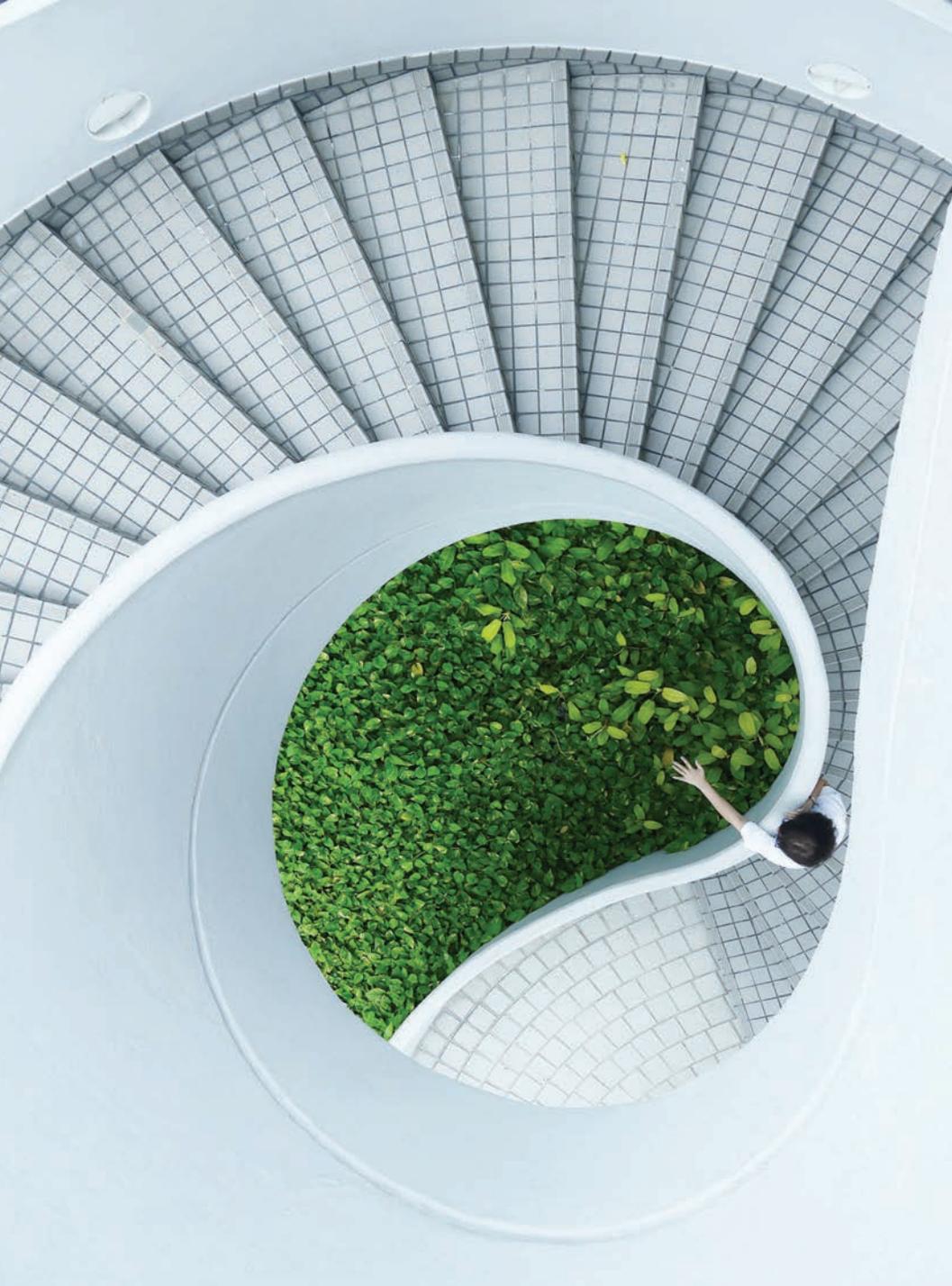
Le développement des villes en tant que pôles de croissance grâce à une meilleure planification et à de meilleures infrastructures attirera les investissements, réduira la congestion urbaine et améliorera la qualité de vie. Cela peut conduire à une urbanisation plus durable et à une diversification économique. Répondre aux besoins en logements urbains peut réduire les bidonvilles, améliorer les conditions de vie et stimuler les secteurs de l'immobilier et de la construction. Les initiatives en matière de logement abordable peuvent également favoriser l'accession à la propriété et la sécurité financière des citoyens démunis.

### ÉNERGIE

La promotion des installations solaires sur les toits réduira la dépendance à l'égard des combustibles fossiles, diminuera les factures d'électricité des ménages et contribuera à la réalisation des objectifs de l'Inde en matière d'énergies renouvelables. Cela peut également créer des emplois dans le secteur. Le développement d'une *Advanced Ultra Super Critical Technology* peut améliorer l'efficacité des centrales thermiques, en réduisant les émissions et les coûts d'exploitation. Cela favorise une production d'énergie plus propre et la sécurité énergétique.

### SECTEUR FINANCIER

La numérisation des services fiscaux et la réduction des litiges faciliteront la conduite des affaires, augmenteront le niveau de conformité et élargiront l'assiette fiscale. Cela peut conduire à une augmentation de la collecte des recettes et à une amélioration des services publics. Une taxe unifiée plus élevée sur les plus-values peut décourager les transactions fréquentes, favoriser les investissements à long terme et potentiellement stabiliser la volatilité du marché. Les institutions financières devront peut-être revoir leurs produits d'investissement et leurs services de conseil pour s'aligner sur le nouveau régime fiscal, les investisseurs pouvant réorienter leurs portefeuilles vers des actifs bénéficiant d'un traitement fiscal favorable à long terme.



# Changements Récents de Politique

## DROIT DES SOCIÉTÉS

- À partir du 1er avril 2023, les exigences en matière de piste d'audit sont applicables à toutes les catégories de sociétés, y compris les sociétés relevant de la section 8 et les sociétés étrangères.
- **Les sociétés privées doivent émettre et faciliter la dématérialisation de leurs titres. Des délais sont fixés pour l'obtention des numéros internationaux d'identification des titres (ISIN) et pour s'assurer que toutes les transactions ultérieures à la mise en conformité se fassent sous forme dématérialisée.**
- La cotation directe des actions des sociétés indiennes sur les bourses internationales situées en GIFT-IFSC est autorisée.
- **Nouvelles exigences en matière de déclaration et de maintien des intérêts bénéficiaires des associés dans les LLPs.**
- Les dispositions de l'*Employees' Pension Scheme* de 1995 sont entrées en vigueur en vertu du *Code on Social Security* de 2020.
- Les dispositions permettant aux sociétés de tenir des assemblées générales annuelles et des assemblées générales extraordinaires par vidéoconférence ou par d'autres moyens audiovisuels sont prorogées jusqu'au 30 septembre 2024.

## LIBÉRALISATION DU SECTEUR SPATIAL

- D'importantes modifications ont été apportées en matière d'investissements directs étrangers (IDE) dans le secteur spatial:
  - **100% d'IDE autorisés par la voie automatique pour la fabrication de composants et de systèmes/sous-systèmes pour les satellites, le segment sol et le segment utilisateur.**
  - Jusqu'à 74% d'IDE autorisés par la voie automatique pour la fabrication et l'exploitation de satellites, les produits de données satellitaires, le segment sol et le segment utilisateur. Au-delà de 74%, ces activités nécessitent l'approbation du gouvernement.

- Jusqu'à 49% d'IDE autorisés par la voie automatique pour les véhicules de lancement et les systèmes/sous-systèmes associés, ainsi que pour la création de ports spatiaux. Au-delà de 49%, ces activités nécessitent l'approbation du gouvernement.

## FISCALITÉ DIRECTE

- L'employeur doit considérer le nouveau régime fiscal comme une option par défaut, sauf indication contraire de l'employé.
- Les entités non-résidentes en Inde peuvent désormais s'inscrire sur le portail de dépôt électronique sans avoir à fournir de PAN en utilisant la vérification avec OTP. Cela leur permettra de déposer électroniquement le formulaire 10F, à condition qu'elles ne soient pas tenues d'obtenir le PAN et qu'elles remplissent toutes les autres conditions pour bénéficier des avantages du traité.
- **Le CBDT a modifié les règles de la sphère de sécurité en élargissant la définition du prêt intragroupe. La définition inclut désormais les prêts aux entreprises associées et supprime la condition selon laquelle les prêts doivent être libellés en roupies indiennes.**

## FISCALITÉ INDIRECTE

- Le seuil d'application des dispositions relatives à la facturation électronique a été ramené de 100 à 50 millions d'INR.
- **Le crédit d'impôt n'est pas disponible pour les biens et services liés à la RSE.**

## PROTECTION DES DONNÉES

- Le *Digital Personal Data Protection Act, 2023*, a été promulgué pour réglementer le traitement des données personnelles et la protection des droits à la vie privée des individus :
  - L'applicabilité est étendue aux entités locales et étrangères qui traitent des données personnelles de particuliers en Inde.

- Le consentement explicite des individus est requis pour le traitement des données, avec un droit inhérent de retirer son consentement.
- Exigence de protections supplémentaires et mise en œuvre stricte pour les données sensibles liées aux informations financières, à la santé et aux informations biométriques.
- Création d'un conseil de protection des données chargé de veiller au respect de la loi et de traiter les plaintes.
- Pénalités importantes en cas de non-respect.
- Lignes directrices introduites pour le transfert transfrontalier de données.

## DIVERS

- La durée du régime d'incitations liées à la production (PLI) pour l'industrie automobile et l'industrie des composants automobiles a été prolongée d'un an, couvrant désormais cinq exercices financiers consécutifs à partir de l'exercice 2023-24.
- **Approbation du programme de fabrication de voitures électriques (SMEC) qui offre des droits d'importation préférentiels aux constructeurs automobiles qui établissent de nouvelles installations de fabrication de véhicules électriques.**
- Signature d'un accord de partenariat commercial et économique avec l'Association européenne de libre-échange, qui s'engage à investir 100 milliards d'USD en Inde au cours des 15 prochaines années.

## COMMERCE EXTÉRIEUR

(Avril 2024 - Avril 2025)

PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX DE L'INDE				
S. No.	Principales exportations vers	Part (%)	Principales importations depuis	Part (%)
1	USA	18.88	Chine	14.03
2	EAU	7.65	Russie	10.68
3	Pays-Bas	7.02	EAU	7.37
4	Royaume-Uni	3.59	USA	6.02
5	Singapour	3.45	Iraq	5.35
6	Chine	3.41	Arabie Saoudite	4.82
7	Arabie Saoudite	2.77	Indonésie	3.69
8	France	2.26	Suisse	3.21
9	Allemagne	2.19	Corée du Sud	2.89
10	Malaisie	2.12	Singapour	2.76

## INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS

(en millions d'USD)

FLUX ENTRANTS D'IDE (TOP 10 PAYS)						
Rang	Pays	2021-22 (Avr - Mar)	2022-23 (Avr - Mar)	2023-24 (Avr - Mar)	Cumulative Inflows (Avr 2000 - Mar 2024)	% des flux totaux
1	Maurice	9,392	6,134	7,970	171,847	25
2	Singapour	15,878	17,203	11,774	159,943	24
3	USA	10,549	6,044	4,998	65,194	10
4	Pays-Bas	4,620	6,044	4,924	48,683	7
5	Japon	1,494	1,798	3,177	41,918	6
6	Royaume-Uni	1,657	1,738	1,216	35,091	5
7	EAU	1,032	3,353	2,924	18,502	3
8	Îles Cayman	3,818	772	342	15,266	2
9	Allemagne	728	547	505	14,643	2
10	Chypre	233	1,277	806	13,450	2

## COMPOSITION SECTORIELLE DES IDE

(Avr'23 - Mar'24) (en millions d'USD)



# Indicateurs Économiques

## PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB)

La croissance du PIB pour l'exercice 2023-24 est estimée à 8,2%, contre 7% pour l'exercice 2022-23.

Croissance du PIB (%)



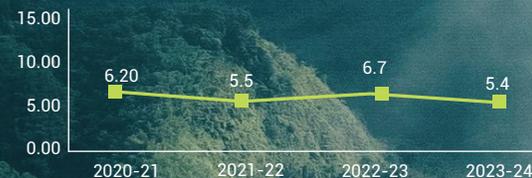
Les chiffres pour l'exercice 2022-23 sont des premières estimations révisées.

Les chiffres pour l'exercice 2023-24 sont des estimations provisoires

## INFLATION

L'inflation globale basée sur l'indice des prix à la consommation (IPC) a diminué, passant de 6,7% pour l'exercice 2022-23 à 5,4% pour l'exercice 2023-24.

Inflation globale basée sur l'IPC (%)

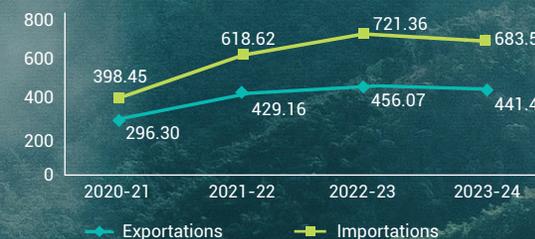


Le chiffre pour l'exercice 2023-24 concerne la période d'avril à mars.

## COMMERCE EXTÉRIEUR

Les exportations pour l'exercice 2023-24 se sont élevées à 441,48 milliards d'USD, enregistrant une baisse marginale de 3,2% par rapport à l'année précédente. Les importations pour l'exercice 2023-24 se sont élevées à 683,55 milliards d'USD, soit une baisse de 5,24% par rapport à l'année précédente.

Exportations et Importations (en milliards d'USD)



Les chiffres pour l'exercice 2023-24 sont des estimations préliminaires.

## RÉSERVES DE CHANGE

Les réserves de change ont augmenté de 68 milliards d'USD en mars 2024 par rapport à l'année précédente. Les réserves de change de l'Inde restent confortablement placées à 646,4 milliards d'USD.

Réserves de change (en milliards d'USD)



Le chiffre pour l'exercice 2023-24 correspond à la fin du mois de mars 2024.

## INFRASTRUCTURE

### INDUSTRIES DE BASE

La production de charbon entre avril 2024 et mai 2025 augmente de 8,9% par rapport à la période correspondante de l'année précédente. La production de gaz naturel, de produits de raffinage du pétrole, d'acier et d'électricité a augmenté, tandis que la production de ciment et d'engrais a diminué.

Croissance dans les industries de base (%)

SECTEUR	2021-22	2022-23	2023-24*	AVRIL À MAI	
				2023-24	2024-25*
Charbon	8.5	14.8	11.8	8.2	8.9
Pétrole Brut	-2.6	-1.7	0.6	-2.7	0.2
Gaz Naturel	19.2	1.6	6.1	-1.6	8.0
Produits de raffinage	8.9	4.8	3.6	0.7	2.2
Engrais	0.7	11.3	3.7	15.7	-1.2
Acier	16.9	9.3	12.4	14.2	8.2
Ciment	20.8	8.7	8.9	14.1	-0.6
Électricité	8	8.9	7.1	-0.1	11.6
<b>Indice Global</b>	<b>10.4</b>	<b>7.8</b>	<b>7.6</b>	<b>4.9</b>	<b>6.5</b>

\*Les chiffres pour l'exercice 2023-24 et pour la période d'avril 2024 à mai 2025 sont provisoires.

### ÉNERGIE

La production totale d'électricité a augmenté de 7,02% entre avril 2023 et mars 2024 par rapport à la période correspondante de l'année précédente. L'électricité produite à partir de sources renouvelables (RES, y compris SHP) a augmenté de 10,86%.

(en milliards d'unités)

SOURCE D'ÉNERGIE	AVRIL À MARS		
	2022-23	2023-24	CROISSANCE %
Thermique	1206.15	1326.09	9.94
Nucléaire	45.83	47.88	4.48
Hydraulique (Large)	162.05	133.97	-17.33
Sources d'énergies renouvelables	203.37	225.46	10.86
Importation de butane	6.76	4.71	-30.39
<b>Production totale d'énergie</b>	<b>1624.16</b>	<b>1738.10</b>	<b>7.02</b>

### TÉLÉCOMMUNICATIONS

La télédensité globale (nombre de téléphones pour 100 habitants) est passée de 75,2% en mars 2014 à 85,7% en mars 2024. Le nombre de connexions téléphoniques sans fil s'élève à 116,5 millions (en mars 2024). Le nombre d'abonnés à l'internet est passé de 251 millions en mars 2014 à 954 millions en mars 2024, dont 914 millions accèdent à l'internet via des téléphones mobiles. La densité d'accès à l'internet a également augmenté pour atteindre 68,2% en mars 2024 en raison d'une baisse substantielle du coût des données. Le classement international de l'Inde en matière de vitesse du haut débit mobile s'est amélioré, passant de 118ème en 2022 à 15ème en mars 2024.

### CHEMINS DE FER

L'Indian Railways (IR), avec plus de 68 584 km de voies et 1,25 million d'employés, est le quatrième plus grand réseau au monde sous une gestion unique. Les dépenses d'investissement ont augmenté pour atteindre 2,62 billions d'INR (31,57 milliards d'USD) au cours de l'exercice 2023-24, ce qui représente une augmentation de 77% au cours des cinq dernières années. Au cours de l'exercice 2023-24, l'IR a atteint sa production la plus élevée jamais enregistrée, tant pour les locomotives que pour les wagons. Le trafic de passagers provenant de l'IR s'est élevé à 6,73 milliards au cours de l'exercice 2023-24, soit une augmentation d'environ 5,2% par rapport à l'année précédente. Les chemins de fer indiens ont transporté 1,59 milliard de tonnes de fret générateur de recettes au cours de l'exercice 2023-24, soit une augmentation de 5,3% par rapport à l'année précédente. Les chargements de fret des chemins de fer ont atteint un TCAC de 7,1% entre l'exercice 2019-20 et l'exercice 2023-24.

### ROUTES

L'investissement en capital du gouvernement et du secteur privé est passé de 0,4% au cours de l'exercice 2014-15 à environ 1% du PIB au cours de l'exercice 2023-24, ce qui représente environ 3,01 billions d'INR (36,27 milliards d'USD). Le secteur a attiré le plus grand nombre d'investissements privés jamais enregistrés au cours de l'année fiscale 2023-24, le secteur privé profitant d'un environnement politique favorable. Le gouvernement a également atteint son plus haut niveau de recettes de monétisation d'actifs, soit 403,14 milliards d'INR (4,86 milliards d'USD) au cours de l'exercice 2023-24. Le développement des autoroutes nationales a progressé de manière significative et a été multiplié par 1,6 entre l'exercice 2013-14 et l'exercice 2023-2024. Le rythme moyen de construction des routes nationales a été multiplié par 3, passant de 11,7 km par jour au cours de l'exercice 2013-14 à 34 km par jour au cours de l'exercice 2023-24.

# Dates clés des déclarations pour l'année 2024-25

(Les dates peuvent être révisées à la suite de la notification des régulateurs)

## FISCALITÉ

Aspect réglementaire	Date d'échéance
Déclaration d'impôt sur les sociétés	31 Octobre / 30 Novembre
Rapport d'audit fiscal	30 Septembre / 31 Octobre
Rapport sur le Prix de transfert	31 Octobre
Déclarations TDS/TCS (Retenue d'impôt)	Trimestriel
Déclaration d'impôt sur le revenu	31 Juillet
Déclarations périodiques de GST	
- CA > 50 millions d'INR	Mensuel
- CA ≤ 50 millions d'INR	Trimestriel / Mensuel
Déclaration annuelle de GST (GSTR-9)	
- CA > 20 millions d'INR	Annuel
Déclaration de rapprochement de la GST et auto-certification par la direction (GSTR-9C)	
- CA > 50 millions d'INR	Annuel

## CONFORMITÉS

Aspect réglementaire	Date d'échéance
Dépôt de la TDS	7 de chaque mois
Dépôt de la GST	
- CA > 50 millions d'INR	20 de chaque mois
- CA ≤ 50 millions d'INR	20 / 22 / 24 de chaque mois / trimestre*

\*Diffère selon l'État

## DROIT DES SOCIÉTÉS

Aspect réglementaire	Date d'échéance
Réunion du Conseil d'Administration	Quatre réunions par an avec un intervalle ne dépassant pas 120 jours entre deux réunions.
Assemblée Générale Annuelle (AGA) (adoption des états financiers)	Sous 6 mois suivant la fin de l'exercice financiers)
Déclaration annuelle au ROC	Sous 60 jours suivant l'AGA
Dépôt des comptes annuels au ROC	Sous 30 jours suivant l'AGA

# À Propos

Un cabinet d'expertise-comptable et de conseil

## SERVICES

- Comptabilité et soutien aux entreprises
- Assurance
- Conseil aux entreprises
- Automatisation et transformation digitale
- Gestion des risques
- Fiscalité
- Conseil en transactions

ACTUELLEMENT POSITIONNÉ DANS LE TOP 10

DES CABINETS DE COMPTABILITÉ ET DE CONSEIL

Des équipes solidement structurées, spécialisées par domaine, guidées par des professionnels compétents et expérimentés, présents à travers toute l'Inde, afin de garantir un excellent service aux clients.

**ASA**  
Going The Extra Mile

**bakertilly**  
NETWORK MEMBER



**70** Associés/  
Directeurs

**6000+**  
Clients

**1000+**  
Professionnels  
en interne

PRÉSENCE MONDIALE



**43,000**  
Employés



**658**  
Bureaux



**141**  
Territoires

Affiliés Nationaux : Bhubaneswar, Chandigarh, Pune and Vishakhapatnam

### New Delhi

Aurobindo Tower  
81/1 Third Floor Adchini  
Aurobindo Marg  
New Delhi 110 017 INDIA  
T +91 11 4100 9999

Sunil Arora  
sunil.arora@asa.in

### Ahmedabad

306-B, Pinnacle Business Centre  
Corporate Road, Prahlad Nagar  
Ahmedabad 380 015 INDIA  
T +91 79 4891 5409

Himanshu Srivastava  
himanshu.srivastava@asa.in

### Bengaluru

53/B, LOLS Citadel Level 2 & 3  
1st Main Road, 3rd Phase  
Sarakki Industrial Layout, J P Nagar  
Bengaluru 560 078 INDIA  
T +91 80 4907 9600

D. Ramprasad  
ramprasad.d@asa.in

### Chennai

Unit No. 709 & 710  
7th Floor 'BETA Wing'  
Raheja Towers, New Number - 177  
Anna Salai, Chennai 600 002 INDIA  
T +91 44 4904 8200

DK Giridharan  
dk.giri@asa.in

### Gurgaon

Times Square Fourth Floor  
Block B, Sushant Lok 1  
Gurgaon 122 002 INDIA  
T +91 124 4333 100

Sundeep Gupta  
sundeep.gupta@asa.in

### Hyderabad

Vasavi's MPM Grand, 11th Floor  
Unit No 1204, Yella Reddy Guda  
Road, Ameerpet, Hyderabad  
Telangana 500 073 INDIA  
T +91 40 2776 0423

Ramakrishna V  
ramakrishna.v@asa.in

### Kochi

Pioneer Tower  
207-208 Second Floor  
Marine Drive  
Kochi 682 031 INDIA  
T +91 484 410 9999

P N Ramachandra Kamath  
pnr.kamath@asa.in

### Mumbai

Lotus Corporate Park G-1801  
CTS No.185/A, Graham Firth  
Compound, Western Express  
Highway, Goregaon (East)  
Mumbai 400 063 INDIA  
T +91 22 4921 4000

Bhushan Sharma  
bhushan.sharma@asa.in